

Questions orales

qu'elle n'en pourrait approvisionner, le ministre peut-il assurer à la Chambre que les stocks de pétrole seront suffisants pour les besoins des Canadiens au cours des prochains mois, notamment mars, avril et mai?

• (1420)

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur l'Orateur, je répéterai volontiers cette affirmation. Si l'industrie se montrait incapable de fournir les quantités auxquelles se sont engagées les raffineries du Canada, le gouvernement prendra des initiatives en vertu de la loi sur l'Office national de l'Énergie pour que ce résultat soit obtenu.

M. Douglas: Le ministre peut-il nous indiquer des chiffres comparatifs des quantités de pétrole que nous exportons et importons? Je ne demande pas de chiffres exacts. Les chiffres sont-ils équivalents, ou exportons-nous plus de pétrole que nous n'en importons?

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je dirais que la balance penche d'un côté. Les chiffres étaient à peu près égaux l'année dernière. Je ne saurais donner les chiffres mensuels actuels, mais je dirai qu'il y a un léger surplus du côté des exportations.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles et à celle que je posais moi-même au ministre tout à l'heure pour lui demander quelles assurances les États-Unis exigeaient relativement à la fourniture de pétrole ou de gaz, en échange d'assurances éventuelles concernant nos propres besoins. Le ministre pourrait-il préciser la nature des assurances que demandent les États-Unis au sujet de la fourniture de pétrole canadien à destination du Midwest américain?

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne saurais préciser quelle est leur position actuelle. Celle qu'ils ont maintenue jusqu'ici ne nous paraissait pas conforme à nos intérêts. Encore une fois, il serait utile d'avoir d'autres entretiens avec leurs représentants, pour déterminer quelles sont leurs objections et si un accord est possible.

LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PRODUCTION ET LA CONSERVATION DU PÉTROLE ET DU GAZ

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Celui-ci ayant déclaré vendredi qu'un oléoduc reliant l'Ouest canadien à Montréal risquerait de devenir inutile si on découvrait des gisements de pétrole au large de la côte est et vu l'importance des travaux d'exploration sous-marine en cours, envisagerait-il maintenant d'abroger certaines dispositions de la loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz pour les remplacer par des mesures plus complètes et plus simples visant le contrôle des travaux effectués au large de nos côtes?

L'hon. D. S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, les travaux en cours au large de la côte est montrent bien que les mesures législatives n'empêchent rien.

[M. Douglas.]

LES AFFAIRES EXTÉRIURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES DE LA FRANCE—LA POSITION DU CANADA—L'INTERVENTION POSSIBLE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à un autre sujet au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Étant donné que le gouvernement français s'appête à faire d'autres essais nucléaires dans le Pacifique-Sud, quelles mesures le gouvernement du Canada envisage-t-il afin de s'opposer à ces essais, en plus de son appui tardif à la résolution présentée par la Nouvelle-Zélande aux Nations Unies, le 21 octobre dernier?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je voudrais rectifier les propos du député. Le Canada a le premier protesté contre ces essais dans le Pacifique et c'est la politique qu'il maintiendra. Que ce soit des essais nucléaires atmosphériques ou sous-terrains, nous comptons parmi les premiers pays au monde à en demander la cessation.

M. Rose: Le Canada se propose-t-il de se joindre à l'Australie en vue de traduire la France devant la Cour internationale de justice pour des motifs de pollution des mers et d'arrêt temporaire de passage pacifique dans les eaux internationales, comme ce fut le cas antérieurement?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore eu de nouvelles précises au sujet de la position qu'adoptera l'Australie. Je puis cependant assurer à l'honorable député que nous unirons nos efforts à ceux de tout autre pays qui sera du même avis que nous, pour essayer de trouver le moyen le plus efficace de mettre fin aux essais dans le Pacifique.

M. Rose: Comme le Canada n'a pas accordé son appui à un navire canadien qui a été harcelé par la France à l'occasion de l'essai précédent, le Canada prévoit-il le faire cette fois-ci? De plus, a-t-on obtenu de la France une réponse au sujet des dommages subis l'été dernier par le *Greenpeace III* du capitaine David McTaggart?

L'hon. M. Sharp: Au sujet de la dernière partie de la question, nous avons présenté des instances au gouvernement français au sujet du *Greenpeace III*. Il semble que nous recevrons une réponse sous peu, mais cela n'a pas encore été fait. Nous ne prévoyons pas envoyer de navire canadien dans la région qui pourra être affectée par le prochain essai.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné que le programme d'initiatives locales prévoit qu'un salaire moyen de \$100 par semaine doit être payé, et étant donné que certains organismes qui ont réussi à faire accepter leurs projets ne versent que \$60 par semaine à ceux qu'ils emploient, l'honorable ministre pourrait-il nous dire si une entente a été conclue avec le ministère pour favoriser quelques personnes, ou si la différence est simplement versée à la caisse électorale de son parti?